

26 avril 1967NATO CONFIDENTIELQUELQUES OBSERVATIONS PRELIMINAIRES SUR LE QUESTIONNAIRE
DU SOUS-GROUPE 2SECTION II

1. Cette section a trait aux bases et à l'unité de l'Alliance et pose des questions qui ont de très nombreuses répercussions. Ces questions tentent, en particulier, de définir le véritable caractère de l'Alliance Atlantique, d'établir si l'Alliance est purement militaire, si elle a un caractère politique et si elle mène nécessairement vers une communauté atlantique, comme l'écrivaient les Trois Sages dans leur rapport. A mon avis, l'Alliance Atlantique a certainement été créée pour résister à la menace russe qui, à cette époque, s'exerçait à la fois dans le domaine militaire et dans le domaine politique. La menace militaire, après le blocus de Berlin et avant que l'OTAN ait pu créer un système de défense, semblait la plus grave. Mais, même à cette époque, on se rendait compte que notre alliance ne pouvait pas se borner à parer à la pire des conjectures, c'est-à-dire à la possibilité d'une attaque armée. Les Articles II, IV et IX du Traité témoignent de la volonté politique des Parties contractantes d'instituer une solidarité politique. En examinant cette série de questions, et plus particulièrement les questions 5 à 8, je ferai observer que la menace politique dirigée contre les intérêts communs de l'Alliance Atlantique est constituée par la politique étrangère de la Russie soviétique plus que par le communisme international. Bien sûr, la Russie soviétique utilise à fond l'arme idéologique, mais celle-ci sert sa politique étrangère et, pour ma part, j'attacherai moins d'importance aux bases idéologiques de l'Alliance. Même dans l'hypothèse où la Russie soviétique ne serait plus communiste, je crois que les intérêts de la Russie et ceux du monde occidental continueraient à s'opposer.

2. En ce qui concerne le développement d'une Communauté Atlantique, je crois que la conception exposée dans le rapport des Trois Sages reflète un objectif à long terme, qui ne me paraît pas d'un intérêt politique immédiat.

3. Les questions 9 à 13 touchent à la solidarité politique de l'Alliance et au lien entre l'Alliance et l'Organisation. Je reconnais que l'Article IX du Traité, qui est la source de l'Organisation, est un article clé. La création du Conseil témoigne de la volonté des Parties d'agir en commun sur le plan politique. Dans ce cadre, je ne pense pas que le problème de l'organisation militaire soit aussi pertinent, particulièrement à l'époque actuelle.

NATO CONFIDENTIEL

NATO CONFIDENTIEL

- 2 -

4. Quant à la question N° 14, j'y répondrai par l'affirmative, mais je ne crois pas que cette réponse doive impliquer nécessairement l'acceptation des hypothèses énoncées dans la question. En tout état de cause, pour éviter la dangereuse situation évoquée dans la question N° 14, j'estime que les Alliés doivent prendre l'engagement de ne pas invoquer la clause de retrait. S'ils désirent le faire, ce ne doit être que pour de très graves raisons politiques et seulement après des consultations politiques complètes et opportunes.

SECTION III

5. D'une manière générale, je pense que, même sans intégration militaire, il y a intérêt à renforcer les liens politiques entre les pays de l'Alliance. L'unité politique de l'Alliance est encore plus nécessaire à un moment où se manifeste une tendance à la détente et où l'Union soviétique peut plus facilement se livrer à des manœuvres politiques et diplomatiques en vue de dissocier les membres de l'Alliance. A cet égard, je répondrai fermement par la négative à la question N° 20, et j'ajouterai que l'éventualité envisagée est encore moins concevable après l'accession de la République fédérale d'Allemagne à l'Alliance Atlantique en vertu des Protocoles de Paris et de la Résolution d'association de 1954-1955.

6. Je crois que l'on a raison de soulever la question de la consultation au sein du Sous-groupe et cela pour les raisons que j'ai indiquées au paragraphe 5. En tous cas, nous nous trouvons maintenant devant le problème pratique de la consultation qui permet d'adopter une attitude commune à l'égard des problèmes mêmes de l'Alliance, c'est-à-dire des relations Est-Ouest et du règlement de la question de l'Europe centrale. Il est exact, comme on le fait observer dans la question N° 26, que ce sont surtout les problèmes nés en dehors des pays de l'OTAN qui ont donné lieu à des difficultés au sein de l'Alliance. Dans la phase diplomatique actuelle, ce sont cependant des questions comme celles de la possibilité d'accords avec l'Union soviétique et du traité de non-prolifération, qui sont susceptibles de causer les plus graves difficultés à l'Alliance.

7. J'hésiterai à répondre affirmativement à la question N° 27, car je doute que l'on puisse étendre la consultation sans obtenir des engagements correspondants. En tous cas, un échange d'informations sur des questions à l'égard desquelles les Alliés n'ont pas tous pris d'engagements, sera le bienvenu, mais on ne saurait considérer cet échange comme une véritable consultation.

SECTIONS IV et V

8. Pour ce qui est de cette série de questions, je me limiterai à quelques observations. Il ne fait aucun doute que les perspectives ne seront pas les mêmes selon la nature de l'Europe unie qui se présentera à nous - s'il s'en présente une. Par ailleurs, je pense qu'au sein de notre Alliance, nous devons laisser le problème de l'unité européenne aux Européens. En effet, en

NATO CONFIDENTIEL

- 2 -

tant que telle, l'Alliance ne peut pas résoudre les problèmes européens, ni les préjuger. C'est pourquoi tous les aspects d'une évolution possible vers l'unification européenne devraient être laissés aux Européens. A cet égard, la signature d'un traité de non-prolifération est certainement importante, mais ce traité ne modifiera pas fondamentalement la position de l'Europe au sein de l'Alliance, car il existe deux puissances nucléaires européennes. En fait, on pourrait plutôt dire qu'un traité de ce genre rendra plus difficile l'unification de l'Europe, mais cela n'a que peu de rapport avec les relations entre une Europe unie et les autres pays membres de l'Alliance.

9. En ce qui concerne les deux dernières questions, N° 38 et 39, je pense que l'unification de l'Europe est concevable et souhaitable, même si elle n'est pas prévisible dans un proche avenir. Par ailleurs, elle n'est pas suffisamment avancée pour que l'on puisse évaluer les conséquences qu'elle aura pour l'Alliance.

10. Je crois que lorsqu'on parle d'une Europe unie, il faut préciser qu'il s'agit d'une Europe occidentale. Tout malentendu à cet égard serait dangereux car il pose un problème particulièrement important qui est abondamment exploité par l'Union soviétique. Ce pays s'efforce, en effet, de lancer l'idée d'une Europe sans différenciation entre les pays de l'Ouest et de l'Est, et que, dans ce sens, il appelle parfois Pan-Europe. Une telle Europe serait donc conçue comme une entité en elle-même, coupée des Etats-Unis et, par conséquent, opposée aux Etats-Unis. Cette conception signifierait naturellement la fin de l'Alliance atlantique, ce pont entre, d'un côté les Etats-Unis et le Canada et, de l'autre, l'Europe occidentale. Elle aurait pour conséquence le retrait des forces américaines et enlèverait tout sens à la garantie américaine et canadienne si elle se transformait en une garantie générale de respect mutuel pour tous les pays européens. C'est pourquoi si cette conception de l'Europe était encouragée, le pont s'effondrerait et l'Europe resterait sous la domination pratique du pays de loin le plus fort, c'est-à-dire l'Union soviétique qui, à son tour, pourrait choisir ses alliés parmi les pays européens, afin d'isoler ceux sur lesquels elle veut exercer des pressions ou qu'elle veut écarter. C'est la même idée qui se dissimule sous la suggestion d'un pacte de sécurité européenne, qui remplacerait pratiquement les alliances actuelles, péjorativement dénommées blocs. J'estime que le Sous-groupe 2 devrait soigneusement étudier ce thème, en tant qu'un des éléments essentiels de ses discussions.